

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1926.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. BRUSSELMANS.

MESSIEURS,

Votre Commission a commencé, par une discussion générale, l'examen du projet de budget de l'Agriculture que le Gouvernement lui soumet.

Cette discussion donna lieu à des échanges de vues dont votre rapporteur a mission de vous faire part.

Certains membres ont cru devoir libeller leurs vœux sous la forme d'un programme général qu'ils résument en ces termes :

Organisation du crédit agricole ; politique des engrais ; laboratoires d'analyses ; transport réduit des produits nécessaires à l'agriculture et des produits agricoles ; bail à ferme ; sélection des semences ; enseignement agricole ; destruction des animaux nuisibles ; révision de la loi sur la chasse ; électrification des communes rurales ; application aux travailleurs de la terre de toutes les lois sociales ; démocratisation des Conseils supérieurs de l'agriculture, des forêts et de la chasse ; révision du régime fiscal des tabacs ; conservation et amélioration des forêts ; respect de l'autonomie communale en matière forestière.

* *

S'arrêtant plus particulièrement à la question du bail à ferme, la Commission exprime le vœu de voir hâter l'instruction des divers projets qui lui sont soumis.

Certains membres estiment utile d'élargir à cet effet la Commission qui en est chargée par l'adjonction d'une Commission spéciale ou de la Commission de l'Agriculture.

Reprenant ensuite les articles du budget, la Commission a retenu certaines remarques et suggestions de ses membres.

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4viii.

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Tibbaut, était composée :

1° Des membres de la Commission permanente de l'Agriculture : MM. Amelot, Brusselmans, Buysse, Carlier, Chalmet, Colleaux, Debruycker, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Gevaert, Housiaux, Huart, Maenhaut, Mostaert, Nichels, Nirzette, Périquet, Vanden Corput, Vanden Eynde (Oscar), Van Opdenbosch.

2° Des six membres désignés par les Sections : MM. Poncelet, de Pierpont, Huart, Doms, Verlinden, Colleaux.

CHAPITRE PREMIER.

Art. 2. — Un des membres a demandé qu'elles étaient les intentions du département au point de vue du recrutement des fonctionnaires.

Il paraît qu'on aurait établi comme règle qu'aucun nouveau fonctionnaire ne serait nommé.

La chose est-elle exacte et, éventuellement, la même règle de conduite est-elle observée dans les autres départements ?

CHAPITRES II ET III.

Art. 12. — Il ressort des documents soumis à la Chambre que le crédit prévu à cet article se trouve être majoré de 200,000 francs pour couvrir le coût de certains travaux à effectuer à des étables de quarantaine. Un membre voudrait savoir, si les taxes rémunératoires demandées aux « clients » de ce service public ne pourraient être augmentées proportionnellement aux majorations des crédits qui y sont affectés.

*
* *

Un autre membre demande à être documenté sur le mode d'emploi des crédits prévus à l'art 12, litt. a, b et c.

*
* *

Le Sénat ayant diminué le crédit affecté à cet article, la Commission désire être éclairée sur la repartition de cette diminution entre les divers postes qui y sont énumérés.

Un membre signale combien il serait intéressant de faire collaborer le service de l'inspection vétérinaire avec les services d'élevage.

En dehors des services d'épizooties, les membres du service de l'inspection ont, en effet, certains loisirs qu'ils pourraient utilement consacrer à aider leurs collègues des services techniques de l'élevage.

Art. 23. — Certains membres regrettent la diminution de crédits que porte le budget amendé par le Sénat.

Un membre a signalé l'importance considérable des syndicats d'entretien de taureaux pour plusieurs régions du pays.

CHAPITRE IV.

L'examen de ce chapitre a provoqué une discussion générale de la politique du département en matière d'enseignement agricole.

Une double préoccupation se dégage de ce débat.

Les crédits mis à la disposition du département sont-ils suffisants et en rapport avec les crédits similaires dont disposent les autres départements ?

Les crédits consacrés à l'enseignement agricole sont-ils employés avec tout le discernement nécessaire ?

I. — La première question se résout facilement. Tous les membres de la Commission sont d'accord pour estimer que de strictes économies s'imposent et qu'il ne peut être question de déséquilibrer le budget général de l'État. Certains d'entre eux désirent pourtant savoir si la même parcimonie est pratiquée dans tous les départements. Ils désireraient voir établir un parallèle entre la façon dont

est subsidie l'enseignement technique dépendant du Ministère de l'Agriculture et celui dépendant du Ministère de l'Industrie et du Travail.

H. — Quels que soient les crédits impartis à l'enseignement agricole, il importe qu'ils soient utilisés de façon à assurer un bon rendement.

Dans cet ordre d'idées certaines remarques s'imposent.

1. Quant à l'organisation matérielle de nos établissements d'instruction, la loi du 24 décembre 1923 a donné une certaine autonomie aux exploitations annexées aux établissements de Laeken et de Vilvorde.

Ces mesures ont-elles donné des résultats ? Et n'y a-t-il pas lieu d'étendre le régime à d'autres établissements du même genre ?

2. Quant à l'enseignement proprement dit :

a) On ne peut manquer d'être frappé de la part considérable des crédits qui vont à l'enseignement supérieur.

Nos « facultés » agricoles de Cureghem, de Gembloux et de Gand coûtent cher.

N'y aurait-il pas moyen, tout en respectant scrupuleusement les situations acquises, de limiter des dépenses qui peuvent s'accroître encore dans des proportions considérables ?

Gembloux compte 11 professeurs ordinaires, 9 professeurs extraordinaires et 7 chargés de cours.

Gand, 2 professeurs ordinaires, 4 professeurs extraordinaires, 15 chargés de cours.

Voilà deux établissements qui ont un corps professoral bien diversement composé.

Certains membres estiment qu'il vaut mieux étendre le système des nominations de chargés de cours.

Les cours spéciaux seraient repris au fur et à mesure des vacances par des chargés de cours, spécialistes du monde des affaires, du monde universitaire ou encore par des membres les plus distingués du corps des agronomes.

Les économies réalisées de la sorte pourraient servir à développer l'enseignement agricole du degré primaire.

b) Certains membres recommandent vivement l'organisation de cours par correspondance combinés avec l'enseignement oral.

c) Certains autres signalent qu'il est encore possible d'améliorer le service des champs d'expérience agricoles.

d) On signale, enfin, qu'il serait utile de rétablir les concours d'agriculture dans l'enseignement primaire.

e) Certains membres regrettent encore de ne voir aucun poste au budget permettant d'accorder des encouragements aux auteurs de publications scientifiques d'intérêt agricole.

Art. 29. — Un membre demande si le département compte subsidier l'Ecole d'agriculture d'Ath ? Si non, pourquoi le département s'abstient-il de le faire ?

Art. 49. — Certains membres se plaignent de ce que les résultats des diverses stations expérimentales de l'État ne soient plus publiés.

Quels sont les résultats des services de recherches pour l'amélioration des semences ?

Art. 55. — Certains membres regrettent de voir diminuer les subsides destinés au défrichement.

L'atlas devrait être révisé.

ART. 60. — Un membre demande si le service s'est préoccupé de la vente de chevaux à l'étranger. Si oui, quels sont les résultats qu'il a bien pu obtenir ?

CHAPITRE VI.

ART. 72. — Quelques membres désirent savoir d'une façon précise :

1° Combien ont rapporté, chaque année, et depuis l'armistice, les ventes de bois domaniaux dans les cantons d'Eupen-Malmédy ?

2° Quel est le nombre de fonctionnaires et employés qu'y compte le service des Eaux et Forêts ?

3° Combien de ces fonctionnaires et employés ont appartenu à l'administration allemande ?

ART. 77. — Un membre signale les services que peuvent rendre les champs d'expérience forestiers.

ART. 78. — On signale l'utilité qu'il y a à abattre immédiatement les arbres malades le long des routes sans attendre que leur bois soit devenu sans valeur.

ART. 79, 80 et 81. — Certains membres signalent la nécessité de boiser les terils et certains terrains industriels abandonnés. Ils signalent combien il est regrettable qu'on laisse sans culture certains terrains consacrés à la chasse, etc.

CHAPITRE VII.

Plusieurs remarques furent faites concernant l'état de notre voirie.

Certains membres protestent contre le reclassement de la voirie vicinale de grande communication et l'insuffisance des crédits prévus pour la voirie.

Ils estiment, d'autre part, que la signalisation le long des routes est insuffisante. Les subsides ne pourraient être octroyés que pour autant que les communes subsidiées se chargeraient de pourvoir à la chose en se conformant à certaines règles établies.

Certains membres enfin signalent l'importance primordiale des wateringues. Il faut pousser à leur création et entretenir celles qui existent. Un membre signale notamment la situation de la wateringue de Laplaigne où des travaux urgents s'imposent.

Sous le bénéfice de ces remarques, la Commission vous propose à l'unanimité moins une voix, d'adopter le projet de budget qui vous est soumis.

Le Rapporteur,

FR. BRUSSELMANS.

Le Président,

E. TIBBAUT.

ANNEXE.

QUESTIONS ET RÉPONSES.

Les remarques des Membres de la Commission ayant été portées à la connaissance du Département de l'Agriculture, votre rapporteur est en mesure de vous donner, dès-à-présent, les précisions suivantes :

ART. 2.

QUESTION. — Quelle est la politique du Département en matière de recrutement de fonctionnaires ?

RÉPONSE. — Par application d'une circulaire de M. le Ministre des Finances en date du 22 août 1924, circulaire s'appuyant sur la loi du 20 juillet 1921 sur la comptabilité des dépenses engagées et rappelant un avis émis par la Cour des Comptes, tout arrêté de promotion ou de nomination doit établir la vacance de l'emploi ou du grade conféré.

Toute augmentation de personnel n'est donc possible que dans la limite des crédits votés par le Parlement, et, lorsqu'il s'agit d'emplois nouveaux, que par des arrêtés contresignés par M. le Ministre des Finances.

Les instructions rappelées ci-dessus sont évidemment applicables à tous les Départements.

ART. 12.

QUESTION. — Un membre demande si les taxes rémunératoires demandées aux clients de ce service public ne pourraient être augmentées proportionnellement aux crédits qui y sont affectés (il s'agit de l'importation du bétail).

RÉPONSE. — Il n'y a pas lieu d'augmenter ces taxes : elles couvrent complètement les dépenses relatives au contrôle sanitaire des animaux importés.

QUESTION. — On demande quelle est la répartition entre les divers postes de l'article 12 de la diminution de crédit votée par le Sénat (280,000 francs).

RÉPONSE. — Cette diminution portera exclusivement sur le le littéra f de l'article 12 (Erection d'étables quaranténaires à la frontière ; agrandissement et entretien des installations quaranténaires existantes). Le poste de ce littéra sera donc de 200,000 francs au lieu de 480,000 francs.

QUESTION. — Quel est le mode d'emploi des crédits prévus à l'article 12, A., B., C ?

RÉPONSE. — A) Le crédit indiqué au littéra A est utilisé pour l'allocation d'indemnités calculées à raison de 70 p. c., 1/2, 1/3 ou 1/5 de la valeur des animaux abattus (arrêtés royaux du 26 septembre 1883, du 6 avril 1886, du 6 juillet 1887, du 30 juin 1890, du 9 septembre 1890, du 2 avril 1892, du 22 novembre 1900, du 25 novembre 1920 et du 25 mars 1921).

Ces indemnités sont accordées en ordre principal pour l'abatage d'animaux atteints de l'affection morvo-farcineuse (1/2, 1/3 ou 1/5 de la valeur).

B) Les indemnités pour bêtes bovines et porcines abattues ou saisies pour cause de tuberculose sont de 50 p. c. de la valeur de la viande (4 quartiers), (article 24 de l'arrêté royal du 10 août 1897 et article 4 de celui du 22 août 1897).

C) Les indemnités pour bêtes bovines mortes ou abattues et reconnues atteintes de charbon s'élèvent au tiers de la valeur des animaux, avec un maximum de 125 francs pour une bête ayant poussé deux dents d'adulte et la moitié de cette somme pour une bête n'ayant pas poussé deux dents d'adulte (arrêté royal du 12 septembre 1894).

ARTICLE 13.

QUESTION. — *Ne pourrait-on faire collaborer le service de l'inspection vétérinaire avec le service de l'élevage, au moins durant le loisir des inspecteurs vétérinaires ?*

RÉPONSE. — Maints docteurs en médecine vétérinaire et inspecteurs vétérinaires prennent déjà une part active à l'œuvre de l'amélioration des espèces chevaline et bovine, notamment en qualité de membres des jurys d'expertise et de concours. Quant à la direction proprement dite de l'élevage, qui exige une action systématique, soutenue, non interrompue, il est indispensable d'avoir recours à des agents tout à fait spécialisés dans les questions de génétique, tels que les conseillers de zootechnie, qui sont recrutés partiellement parmi les ingénieurs-agronomes.

S'il était démontré que dans certaines parties du pays, les inspecteurs-vétérinaires jouissent de trop de loisirs, l'administration n'hésiterait pas à proposer le remaniement des circonscriptions et à réduire, par voie d'extinction, le nombre de ces fonctionnaires.

ARTICLE 23.

QUESTION. — *a) Des membres regrettent la réduction de crédits que prévoit à l'article 23 le budget amendé par le Sénat.*

b) On attire l'attention de Monsieur le Ministre sur l'importance des syndicats d'entretien de taureaux.

RÉPONSE. — *a)* La réduction de 200,000 francs opérée à l'article 23 n'est possible qu'en attendant que les sociétés subsidiées aient atteint le développement dont elles sont susceptibles et que l'application des règlements provinciaux sur l'amélioration des races nécessite le maximum de dépenses prévues.

Cette réduction n'aura nullement pour effet de diminuer le taux des encouragements actuellement accordés.

b) L'utilité des syndicats pour l'achat et l'entretien des taureaux n'est pas perdue de vue par mon Département, qui continue à subsidier ces associations à l'occasion de leurs achats de reproducteurs, à raison de 20 p c., jusqu'à concurrence de 1,000 francs par animal.

Quant aux subsides d'entretien, ils ont été remplacés par de nombreuses primes de conservation accordées à l'occasion des concours.

CHAPITRE IV,

DISCUSSION GÉNÉRALE.

QUESTION. — *a) Les crédits sont-ils suffisants et en rapport avec ceux dont disposent les autres Départements ?*

b) Pourrait-on établir un parallèle entre les subsides accordés à l'enseignement agricole et à l'enseignement industriel ?

RÉPONSE. — *a)* A partir de l'année scolaire 1923-1924, le Département a substitué au système des subsides forfaitaires un barème des subsides d'application facile, qui conduit aux mêmes résultats que le barème en vigueur pour l'enseignement industriel. Des modifications ayant été apportées à ce dernier barème, notamment en ce qui concerne la rémunération par leçon-heure et l'indemnité de direction, le barème du département de l'agriculture vient d'être réajusté dans le même ordre d'idées.

Toutefois, les crédits prévus au budget de 1926 sont insuffisants pour permettre l'application intégrale, dès la présente année, de ces modifications. Le montant de l'article 42 devrait être majoré à cet effet d'une somme de 400,000 francs, en chiffres ronds, pour l'enseignement aux garçons, et de 300,000 francs pour l'enseignement aux jeunes filles.

Il conviendrait de disposer, en outre, de certains crédits, par exemple 100,000 francs, pour des cours par correspondance, pour l'enseignement par le film et pour l'extension des bibliothèques agricoles.

b) Les crédits prévus au budget de 1926 pour l'enseignement industriel s'élèvent au total à 32 141 500 francs. Ils dépassent de 3.589.500 francs ceux accordés pour cet objet en 1925.

Les crédits votés par le Sénat en faveur de l'enseignement agricole et vétérinaire, pour 1926, ne s'élèvent, par contre, qu'à 7.263.448 francs, y compris ceux affectés aux services des agronomes de l'Etat, des conseillères ménagères agricoles et des conseillers d'horticulture, ainsi qu'aux champs d'expériences.

Néanmoins, les crédits prévus pour l'enseignement agricole sont suffisants, à 800.000 francs près, pour faire face, en 1926, aux subsides que le Département alloue aux écoles libres existantes et à celles qui se créent à la suite des appels adressés aux provinces et aux associations agricoles.

QUESTION. — *Les crédits consacrés à l'enseignement agricole sont-ils employés avec tout le discernement nécessaire pour assurer un bon rendement?*

RÉPONSE. -- Oui. Le Département tend à rendre l'enseignement agricole accessible à la grande masse des cultivateurs. Dans ce but, les sections professionnelles agricoles post-scolaires et les écoles d'agriculture d'hiver ont été multipliées en grand nombre en ces dernières années. La formation du personnel enseignant des sections post-scolaires a pu avoir lieu grâce surtout au concours de diplômés des instituts agronomiques supérieurs. On peut dire qu'il existe actuellement une proportion harmonieuse entre les écoles d'agriculture des trois degrés, qui se complètent mutuellement.

Le Département s'efforce au surplus d'augmenter le rendement des écoles. A cet effet, il a adressé à celles-ci des directives au sujet de l'amélioration des méthodes d'enseignement et de l'étude de l'organisation des entreprises et du travail agricole. Le personnel enseignant a été invité, en outre, à se spécialiser par voie de documentation et de recherches personnelles dans une ou plusieurs branches de l'agriculture. Le service d'inspection veille à l'exécution de ces directives et en tient note dans la fixation de la partie mobile des subsides.

Il est à remarquer aussi que les agronomes de l'Etat ont été invités à constituer des cercles d'études pour les professeurs de l'enseignement professionnel agricole. Ceux-ci, à leur tour, ont été invités à créer des cercles d'études pour leurs anciens élèves.

Les chiffres ci-après permettent de se faire une idée de l'extension prise par l'enseignement agricole pour jeunes gens et adultes :

	Nombre d'écoles		Nombre d'élèves	
	1914	1925	1914	1925
Ecoles moyennes libres	4	13	188	769
Sections moyennes libres	22	22	1,093	1,538
Ecoles d'agriculture d'hiver	5	67	115	1,675
Sections post-scolaires	18	505	456	10,000

D'autre part, le nombre des articles insérés dans les journaux quotidiens et agricoles et qui contribuent à diffuser l'enseignement, n'a cessé d'augmenter. Le service des agronomes de l'Etat en a publié à lui seul 430 en 1920-1921, chiffre qui est monté à 1,254 en 1924-1925. Voici, au surplus, quelques autres renseignements au sujet de l'activité de ce service ;

	1920-1921	1924-1925
Conférences	813	1,052
Leçons	868	1,897
Champs d'expériences	327	977

QUESTION. — *La loi a accordé l'autonomie budgétaire aux Instituts de Laeken et Vilvorde. Cette autonomie a-t-elle donné des résultats? N'y a-t-il pas lieu d'étendre le régime à d'autres établissements du même genre?*

RÉPONSE. — Cette autonomie a donné de bons résultats.

Les Instituts agricoles de Gembloux et de Gand et l'Ecole moyenne pratique d'agriculture de Huy jouissent également de l'autonomie.

Le Département ne gère pas d'autres établissements où elle pourrait être appliquée.

QUESTION. — *Les instituts agricoles supérieurs coûtent cher. N'y aurait-il pas moyen, tout en respectant scrupuleusement les situations acquises, de limiter les dépenses qui peuvent s'accroître encore dans des proportions considérables ?*

RÉPONSE. — Les instituts agricoles ne coûtent pas plus cher que les autres institutions d'enseignement supérieur.

La comparaison serait sans doute en faveur des premiers.

Les dépenses sont limitées dans toute la mesure du possible.

QUESTION. — *Certains membres estiment qu'il vaut mieux étendre le système des chargés de cours. Les cours spéciaux seraient repris, au fur et à mesure des vacances, par des chargés de cours spécialistes, pris dans le monde des affaires, le monde universitaire et les meilleurs agronomes de l'État. L'économie réalisée de la sorte servirait à développer l'enseignement primaire.*

RÉPONSE. — Le système des chargés de cours donne de bons résultats à l'Institut agronomique de Gand parce que les titulaires y disposent généralement des laboratoires et des collections de l'Université.

Ailleurs, ce système ne pourrait être étendu, sans de graves inconvénients, aux cours principaux pour lesquels la présence régulière du professeur est nécessaire. Les cours secondaires peuvent être confiés, au fur et à mesure de leur vacance, à des chargés de cours spécialistes.

QUESTION. — *On recommande l'organisation de cours par correspondance combinés avec l'enseignement oral.*

RÉPONSE. — Il est à ma connaissance que l'initiative privée a créé quelques cours par correspondance, mais jusqu'ici aucune demande de subside n'a été adressée au Département.

Quant à l'intervention de l'État en cette matière, il est à remarquer que les agronomes de l'État sont chargés, depuis longtemps, de donner par écrit des consultations gratuites aux cultivateurs qui s'adressent à eux.

Le Département étudie également l'enseignement par la T. S. F.

QUESTION. — *Il n'y aurait pas lieu d'améliorer le service des champs d'expériences.*

RÉPONSE. — Les champs d'expériences ont rendu de grands services à l'agriculture : ils ont contribué puissamment à vulgariser l'emploi des engrais et celui des bonnes variétés de plantes cultivées.

Les essais d'alimentation du bétail ont donné lieu à des résultats similaires au point de vue des progrès dans l'exploitation des animaux domestiques.

Les résultats des principaux essais entrepris avec les subsides alloués par le Département, sont publiés, en français et en flamand, dans les journaux agricoles et dans des brochures spéciales. Ces essais sont nombreux et organisés avec des crédits très limités et alors que la pénurie générale de main-d'œuvre rend l'institution de ces expériences de plus en plus difficile.

Des mesures ont été prises pour améliorer encore l'organisation des expériences de vulgarisation, d'accord avec les directeurs des Stations expérimentales.

QUESTION. — *Il faudrait rétablir les concours d'agriculture dans l'enseignement primaire.*

RÉPONSE. — Les concours d'agriculture entre écoles primaires et instituteurs, organisés jadis de commun accord par les Départements des Sciences et de l'Agriculture, ont donné de bons résultats. Les crédits affectés à ces concours ont toutefois été supprimés après l'armistice par M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Le Conseil supérieur de l'enseignement agricole a exprimé le vœu de voir rétablir ces concours et de les étendre même aux écoles de filles.

Mon Département a fait des démarches dans ce sens auprès de celui des Sciences et des Arts, auquel incombe la décision en cette matière.

QUESTION. — *Des membres regrettent de ne voir au budget aucun poste permettant d'accorder des encouragements aux auteurs de publications scientifiques d'intérêt agricole.*

RÉPONSE. — Une partie du crédit inscrit à l'article 47 (25,000 francs) est consacrée chaque année à l'achat de publications agricoles. C'est par des souscriptions, dont l'importance varie avec la valeur des ouvrages présentés, que le Département encourage les publications scientifiques d'intérêt agricole.

ART. 29.

QUESTION. — *Le Département compte-t-il subsidier l'école d'agriculture d'Ath ? Dans la négative, pourquoi s'abstient-il de le faire ?*

RÉPONSE. — L'école provinciale d'agriculture d'Ath est subsidiée depuis plusieurs années par mon Département, au même titre et dans la même mesure que toutes les écoles libres.

ART. 49.

QUESTION. — *Des membres se plaignent de ce que les résultats des travaux des stations expérimentales de l'État ne sont pas publiés.*

RÉPONSE. — Lorsque ces travaux présentent des résultats intéressants pour la science ou pour la pratique agricole, le Département veille à leur publication et à leur vulgarisation.

ART. 55.

QUESTION. — *Certains membres regrettent de voir diminuer les subsides destinés au défrichement.*

RÉPONSE. — Au budget de 1925, il avait été transféré à cet article une somme de 200.000 francs momentanément disponible à l'article II, ce qui portait à 600.000 francs le montant du crédit.

Au budget de 1926, le crédit temporaire de 200.000 francs a été biffé et une diminution de 50.000 francs avait été consentie de telle sorte que le chiffre inscrit à cet article était de 350.000 francs.

Lors de la discussion du budget, le Sénat, d'accord avec le Ministre, a augmenté le crédit de 100.000 francs, ce qui porte, pour 1926, à 450.000 francs le montant du crédit prévu à l'article 55.

ARTICLE 55.

QUESTION. — *Certains membres estiment que l'atlas des cours d'eau devrait être révisé.*

RÉPONSE. — La révision de l'atlas des cours d'eau, sous le régime de la loi du 7 mai 1877, n'est pas possible (avis du Conseil des Mines, en dates des 19 février, 4 mars et 21 octobre 1904).

ARTICLE 60.

QUESTION. — *Le service s'est-il préoccupé de favoriser la vente des chevaux à l'étranger ? Dans l'affirmative, quels sont les résultats obtenus ?*

RÉPONSE. — Comme le libellé du budget l'indique, l'art. 60 ne se rapporte qu'au commerce extérieur des produits horticoles. Quoique ne disposant pas de crédits spécialement destinés à favoriser l'exportation des chevaux, le Département arrive cependant à ce résultat en accordant des subsides aux associations d'élevage, qui prennent l'initiative de faire connaître nos chevaux à l'étranger en participant aux expositions et aux concours. Le Département vient, par exemple, d'accorder un subside de 50,000 francs pour permettre la participation de nos chevaux de gros trait, au concours international qui se tiendra à Milan, en avril prochain.

D'autre part, le Département s'est préoccupé de favoriser la vente de nos chevaux de gros trait à l'étranger, en tâchant d'obtenir les conditions les plus favorables dans les accords douaniers conclus avec les pays qui nous intéressent particulièrement à ce point de vue. C'est ainsi que grâce à ses efforts, parmi les chevaux exportés en France, figure un contingent de 4,000 têtes qui ont bénéficié d'un tarif de faveur très réduit.

ART. 72.

QUESTION. — *Combien ont rapporté depuis l'armistice les ventes de bois domaniaux à Eupen-Malmédy ?*

RÉPONSE. — Les coupes de l'exercice 1926, vendues en automne 1925, ont rapporté fr. 2,666,375.35. D'autres ventes se rattachant au même exercice auront lieu sous peu.

Durant les années 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et 1925 (partie), la gestion du domaine boisé des cercles rédimés ressortait uniquement au Gouvernement du Haut Commissaire royal et l'Administration belge ne possède pas les documents voulus pour fournir réponse à la question.

Cependant, en ce qui concerne l'exercice 1924, un travail statistique établit à environ 300 francs par hectare le rendement net des forêts domaniales de cette région.

Des renseignements sont demandés d'urgence au service forestier de Malmédy.

Le revenu de ces forêts augmentera dans une notable proportion d'année en année, car il existe beaucoup de jeunes peuplements qui commencent à fournir des coupes de bois de plus en plus importantes.

Les produits sont très recherchés par l'industrie belge.

QUESTION. — *Combien de fonctionnaires et employés l'Administration occupe-t-elle à Eupen-Malmédy ? Combien ont appartenu à l'Administration allemande ?*

RÉPONSE. — 6 agents (gardes généraux, sous-inspecteurs et inspecteurs), dont 1 ayant appartenu à l'Administration allemande.

43 commis et préposés (brigadiers et gardes), dont 21 ayant appartenu à l'Administration allemande.

ART. 78.

QUESTION. — *Il faudrait ordonner l'abatage immédiat des arbres malades, sans attendre qu'ils aient perdu leur valeur.*

RÉPONSE. — La question concerne l'Administration des Ponts et Chaussées (département des Travaux Publics)

ART. 79, 80, 81.

QUESTION. — *Il est regrettable qu'on laisse sans culture certains terrains consacrés à la chasse.*

RÉPONSE. — Quelques sociétés locataires du droit de chasse dans des massifs boisés importants louent à des particuliers, parfois à des communes, des terrains de valeur culturale généralement très médiocre, pour servir de pâture au gibier et éviter autant que possible des dommages aux cultures proches et aux bois en croissance.

Le Gouvernement est impuissant pour réagir contre ces procédés qui, d'ailleurs, à sa connaissance, ne sont pas assez généralisés pour constituer des abus dans le sens d'une réduction appréciable de l'étendue des terres économiquement cultivables.

QUESTION. — *Nécessité de boiser les terrils et certains terrains industriels abandonnés.*

RÉPONSE. — Le boisement des terrils et des terrains industriels abandonnés fait depuis longtemps l'objet des préoccupations de l'Administration forestière, et des champs d'expérience ont été installés en vue d'établir les meilleures méthodes.

Avant la guerre, et même encore après l'armistice, des subsides en argent ou en nature (plants) étaient accordés aux propriétaires, mais à cause d'une limitation rigoureuse des crédits, l'octroi des subsides a cessé en ces dernières années et l'intervention de l'Administration doit se borner aujourd'hui à des conseils, à l'élaboration de devis et à la délivrance gratuite de plants par les pépinières domaniales, dans certains cas exceptionnels et lorsqu'elles ont des disponibilités.

Il est regrettable que les mesures d'encouragement n'aient pu être entièrement maintenues car les terrils à boiser sont encore nombreux.

CHAPITRE VII.

Les crédits pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et pour l'entretien des chemins agricoles ne permettent aucune extension de l'intervention du département. Ils sont même insuffisants pour maintenir un taux d'intervention identique à celui d'avant-guerre.

Le reclassement des chemins vicinaux de grande communication n'est qu'une mise au point, en vue de rentrer dans les conditions posées à l'octroi des subsides ; il faut notamment que le chemin soit amélioré au préalable et qu'il desserve des communications intercommunales.

Certains chemins ont été inscrits à tort, d'autres perdent leur importance, ou inversement. Déjà la circulaire ministérielle du 31 décembre 1906 prescrivait la révision annuelle des listes. Il ne pourrait être question de rendre ces listes immuables, à moins de modifier le libellé du budget et l'affectation des crédits.

3° Il a été constaté souvent depuis la guerre, que les *poteaux indicateurs et autres moyens de signalisation* n'étaient pas convenablement entretenus. L'attention des administrations communales peut être appelée sur ce point, à l'occasion de demandes de subsides pour l'amélioration de la voirie. (Circulaire du 25 octobre 1921).

Légalement, il n'appartient pas au Gouvernement de prescrire aux communes les mesures nécessaires pour signaler convenablement la voirie. Il peut évidemment en faire une condition de l'octroi de subsides, mais cette mesure n'est pas aussi efficace que cela puisse paraître au premier abord.

4° Le département surveille avec soin les wateringues qui en dépendent et favorise la création de nouvelles associations de ce genre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1926.

Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1926 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER BRUSSELMANS.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie heeft het onderzoek van de Landbouwbegrooting, die de Regeering haar heeft voorgelegd, door eene algemeene bespreking begonnen.

Deze bespreking heeft geleid tot eene gedachtenwisseling die uw verslaggever tot taak heeft u te doen kennen.

Eenige leden hebben gemeend hunne wenschen te moeten voordragen onder vorm van een algemeen programma dat zij als volgt samenvatten :

Regeling van het landbouwerediet ; het vraagstuk der meststoffen ; ontledingslaboratoria ; verminderd vervoer van de producten die noodig zijn voor den landbouw en van de landbouwproducten ; landpachten ; uitkiezing van zaaigranen ; landbouwonderwijs ; vernieling van het schadelijk gedierte ; herziening van de jachtwet ; electrificatie van de buitengemeenten ; toepassing van de al sociale wetten op de landbouwwerklieden ; democratisering van de Hooge Raden voor den landbouw, de bosschen en de jacht ; herziening van het fiskale stelsel op de tabak ; bewaring en verbetering van de bosschen ; erkenning van de gemeentelijke zelfstandigheid in boschzaken.

* * *

De Commissie heeft meer in het bijzonder hare aandacht gevestigd op het vraagstuk van de landpachten, en heeft den wensch uitgedrukt dat met het onderzoek van de verschillende ontwerpen die haar zijn voorgelegd onverwijld zou worden aangevangen.

Eenige leden denken dat het goed zou zijn te dien einde de daarmede belaste Commissie te verruimen door de toevoeging van eene Bijzondere Commissie of van de Landbouwcommissie.

(1) Begrooting door den Senaat overgemaakt, n° 4viii.

(2) De *Bijzondere Commissie*, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

1° De leden van de *Bestendige Landbouwcommissie* : de heeren Amelot, Brusselmans, Buysse, Carlier, Chalmet, Colleaux, Debruycker, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Gevaert, Housiaux, Huart, Mostaert, Maenhaut, Nichols, Niezette, Pèriquet, Vanden Corput, Vanden Eynde (Oscar) en Van Opdenbosch.

2° Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Poncelet, de Pierpont, Huart, Doms, Verlinden, Colleaux.

Daarna terugkomend tot de artikelen van de begrooting, heeft de Commissie zekere opmerkingen en vingerwijzingen van hare leden in aanmerking genomen.

EERSTE HOOFDSTUK.

ART. 2. — Een lid heeft gevraagd welke de inzichten waren van het Ministerie betreffende de aanwerving der ambtenaren.

Het schijnt dat men als regel zou aangenomen hebben geen nieuwe ambtenaars meer te benoemen.

Is dit waar en neemt men gebeurlijk denzelfden regel in acht in de overige Departementen?

HOOFDSTUKKEN II EN III.

ART. 12. — Uit de stukken die aan de Kamer voorgelegd zijn, blijkt dat het bij dit artikel voorziene crediet met 200,000 frank verhoogd is om de kosten te dekken van zekere werken die uit te voeren zijn in quarantaine-stallen. Een lid zou willen weten of de voor dezen openbaren dienst aan de « cliënten » gevraagde vergeldingstaxes niet zouden kunnen verhoogd worden in evenredigheid met de verhoogingen van de daartoe aangewende credieten.

∴

Een ander lid vraagt inlichtingen over de wijze waarop de credieten, voorzien bij art. 12, litt. a, b en c aangewend worden.

∴

Daar de Senaat het crediet, uitgetrokken op dit artikel, verminderd heeft, wenscht de Commissie ingelicht te worden betreffende de verdeeling dezer vermindering over de verschillende posten die er in opgesomd worden.

Een lid stelt in het licht hoe belangrijk het zou zijn een medewerking tot stand te brengen tusschen den dienst van het Veeartsenijkundig toezicht en de Veefokkerij-diensten.

Buiten de diensten voor veeziekten, beschikken de leden van den Inspectiedienst inderdaad over vrijen tijd dien zij op nuttige wijze zouden kunnen aanwenden met hunne collega's der Technische Veefokkerijdiensten bij te staan.

ART. 23. — Sommige leden betreuren de vermindering van credieten die de begrooting, door den Senaat geamendeerd, voorziet.

Een lid vestigde de aandacht op het groot belang van de bonden tot het onderhoud van stieren voor verscheidene streken van het land.

HOOFDSTUK IV.

Het onderzoek van dit hoofdstuk lokte eene algemeene bespreking uit over de politiek van het Ministerie in zake landbouwonderwijs.

Een dubbele bezorgdheid deed zich bij deze bespreking voor.

Zijn de credieten, ter beschikking van het Ministerie gesteld, voldoende en in evenredigheid met de gelijkaardige credieten waarover de overige Departementen beschikken?

Worden de credieten, voorzien voor het landbouwonderwijs, met het noodige doorzicht aangewend?

I. — Het eerste vraagstuk wordt gemakkelijk opgelost. Al de leden van de Commissie zijn het er over eens dat strenge besparingen noodig zijn en dat er geen sprake mag zijn van de algemeene Staatsbegrooting in onevenwicht te brengen. Enkele leden wenschen nochtans te weten of men even spaarzaam zijn zal in al de overige Departementen. Zij zouden een vergelijking willen doen opmaken tusschen de wijze waarop het technisch onderwijs, afhangende van het Ministerie van Landbouw, gesubsidieerd wordt en de wijze waarop dit geschiedt met het technisch onderwijs afhangende van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

II. — Hoe groot of hoe gering de credieten aan het landbouwonderwijs toegekend ook mogen wezen, moeten zij derwijze worden gebruikt dat zij het hoogst mogelijke nut afwerpen.

Op dit gebied moeten sommige opmerkingen worden naar voren gebracht.

1. Wat de stoffelijke inrichting van onze onderwijsgestichten betreft, heeft de wet van 24 December 1923 eene zekere zelfstandigheid verleend aan de exploitaties welke gehecht zijn aan de gestichten van Laken en Vilvoorde.

Hebben deze maatregelen uitslagen opgeleverd? Dient dit regiem te worden uitgestrekt tot andere inrichtingen van denzelfden aard?

2. Wat het onderwijs zelf betreft :

a) Onvermijdelijk wordt men getroffen door het aanzienlijk deel der credieten aan het hooger onderwijs toegekend.

Onze landbouw-faculteiten van Cureghem, Gembloers en Gent kosten peperduur.

Zou er geen middel bestaan om, zelfs met strikte inachtneming van de verworven toestanden, beperking te stellen aan uitgaven die nog aanzienlijk zouden kunnen stijgen?

Gembloers bezit 11 gewone professoren, 9 buitengewone en 7 docenten.

Gent, 2 gewone professoren, 4 buitengewone en 15 docenten.

Deze twee inrichtingen hebben dus een leeraarkorps dat op zeer verschillende wijze is samengesteld.

Sommige leden zijn van gevoelen, dat het beter ware van het benoemen van docenten meer een regel te maken.

Naar gelang de bijzondere leergangen open komen, zouden zij worden bekleed door docenten die als specialisten gekend zijn in de zakenwereld, in de Universiteiten of nog door uitstekende leden uit het korps der agronomen.

De aldus gedane bezuinigingen konden dan worden besteed tot de uitbreiding van het landbouwonderwijs van den lageren graad.

b) Sommige leden zijn voorstander van leergangen bij briefwisseling gepaard gaande met het mondeling onderwijs.

c) Nog andere leden zijn van gevoelen dat de dienst der proefvelden zou kunnen uitgebreid worden.

d) Ten slotte wijst men er op, dat de landbouwwedstrijden terug in het lager onderwijs konden ingevoerd worden.

e) En dan zijn er ook leden die betreuren, dat er op de begrooting nog geen post is uitgetrokken om aanmoediging te verleen aan schrijvers van wetenschappelijke werken op landbouwgebied.

ART. 29. — Een lid vraagt of het Departement voornemens is toelagen te verleen aan de landbouwschool van Ath? Zoo niet, welke reden heeft daartoe het Departement?

ART. 49. — Sommige leden klagen ook, dat de uitslagen der proefstations van den Staat niet meer worden bekend gemaakt.

Welke uitslagen heeft de onderzoeksdienst voor het verbeteren der zaden opgeleverd ?

ART. 55. — Sommige leden betreuren verder dat de toelagen voor de ontginning der gronden verminderd zijn.

De atlas zou moeten herzien worden.

ART. 60. — Een lid vraagt of de dienst zich heeft bezig gehouden met den verkoop van paarden in het buitenland. Zoo ja, welke waren de uitslagen die hij heeft kunnen bekomen ?

HOOFDSTUK VI.

ART. 72. — Eenige leden zouden nauwkeurig willen weten :

1^o Hoeveel ieder jaar, en sedert den wapenstilstand, de verkooppingen van domaniale bosschen in de kantons Eupen-Malmedy hebben opgebracht ?

2^o Welk is het getal ambtenaren en bedienden dat de dienst van Waters en Bosschen aldaar heeft ?

3^o Hoeveel van die ambtenaren en bedienden behoorden vroeger tot het Duitsche bestuur ?

ART. 77. — Een lid wijst op de diensten welke de bosch-proefvelden kunnen bewijzen.

ART. 78. — Men wijst op het nut onmiddellijk de zieke boomen langs de wegen te vellen alvorens het hout waardeloos wordt.

ART. 79, 80, 81. — Eenige leden wijzen op de noodzakelijkheid de storten en sommige verlaten industriegronden te bebosschen. Zij drukken er op, hoe betreurenswaardig het is dat sommige jachtgronden onbebouwd worden gelaten, enz.

HOOFDSTUK VII.

Vele aanmerkingen werden gemaakt over den toestand van onze wegen.

Eenige leden verzetten zich tegen de herclassering van de buurtwegen van groot verkeer en tegen de onvoldoende credieten voor de wegen.

Zij zijn bovendien van meening dat de aanwijzingen, langs de wegen, onvoldoende zijn. De toelagen zouden niet mogen verleend worden dan in zooverre de ondersteunde gemeenten zich zouden belasten met daarin te voorzien, overeenkomstig zekere vastgestelde voorschriften.

Eenige leden wijzen ten slotte op het hoofdzakelijk belang van de watering. Men moet tot de inrichting daarvan aansporen en de bestaande onderhouden. Een lid wijst namelijk op den toestand van de watering van Laplaigne waar dringende werken noodzakelijk zijn.

Onder voorbehoud van deze aanmerkingen, stelt de Commissie, op een stem na, u eenparig voor het begrootingsontwerp goed te keuren zooals het u wordt voorgelegd.

De Verslaggever,

FR. BRUSSELMANS.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

BIJLAGE.

VRAGEN EN ANTWOORDEN.

De opmerkingen van de Leden van de Commissie werden ter kennis van het Departement van Landbouw gebracht, en uw verslaggever kan u van nu af reeds de volgende inlichtingen geven :

ART. 2.

VRAAG. — Welke gedragslijn wordt door het Departement gevolgd in zake aanwerving van ambtenaren ?

ANTWOORD. — Bij toepassing van een omzendbrief van den Minister van Financiën, d.d. 22 Augustus 1924, omzendbrief welke steunt op de wet van 20 Juli 1921 op de rekenplichtigheid van de betaalbaar gestelde uitgaven en dat verwijst naar het advies uitgebracht door het Rekenhof, moet elk besluit tot bevordering of tot benoeming het openstaan van het ambt of van den verleenden graad vaststellen.

Eene vermeerdering van personeel is dus slechts mogelijk binnen de grenzen van de credieten door het Parlement toegestaan, en, waar het nieuwe betrekkingen geldt, door besluiten medeondertekend door den Minister van Financiën.

Deze onderrichtingen zijn natuurlijk van toepassing op al de Departementen.

ART. 12.

VRAAG. — Een lid zou willen weten of de taxes ter vergoeding aan de « cliënten » van dezen openbaren dienst gevraagd worden, niet zouden kunnen verhoogd worden in evenredigheid met de daartoe aangewende credieten (het geldt hier den invoer van vee).

ANTWOORD. — Deze taxes dienen niet vermeerderd te worden, zij dekken volledig de uitgaven van het gezondheidstoezicht voor de ingevoerde dieren.

VRAAG. — Men vraagt hoe de verdeling geschiedt over de verschillende posten van artikel 12 van de vermindering der credieten door den Senaat aangenomen (280,000 frank) ?

ANTWOORD. — Deze vermindering slaat uitsluitend op littera f van artikel 12 (Oprichting aan de grens van quarantainestallen ; uitbreiding en onderhoud van de bestaande quarantaine-instellingen). De post onder deze littera zal dus 200,000 frank bedragen in plaats van 480,000 frank.

VRAAG. — Hoe zullen de credieten, voorzien onder artikel 12, A., B., C., worden gebruikt ?

ANTWOORD. — A) Het crediet onder littera A wordt gebruikt voor het verleen van vergoedingen berekend op voet van 70 t. h., $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$ of $\frac{1}{5}$ van de waarde der afgemaakte dieren (Koninklijke besluiten van 26 September 1883, 6 April 1886, 6 Juli 1887, 30 Juni 1890, 9 September 1890, 2 April 1892, 22 November 1900, 25 November 1920 en 25 Maart 1921).

Deze vergoedingen worden hoofdzakelijk verleend voor het afmaken van dieren aangestoken door snot en worm ($\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$ of $\frac{1}{5}$ van de waarde).

B) De vergoedingen voor runderen en varkens, afgemaakt of in beslag genomen wegens tuberculose, bedragen 50 t. h. van de waarde van het vleesch (4 kwartieren), artikel 24 van het Koninklijk besluit van 10 Augustus 1897 en artikel 4 van dit van 22 Augustus 1897.

C) De vergoedingen voor gestorven of afgemaakte runderen, erkend als aangedaan door koolziekte, bedragen $\frac{1}{3}$ van de waarde der dieren, met een maximum van 125 frank voor een dier dat nog geen twee volwassen tanden heeft

en de helft van deze som voor een dier dat nog geen twee volwassen tanden heeft (Koninklijk besluit van 12 September 1894).

ART. 13.

VRAAG. — Zou het niet mogelijk zijn den dienst van het veeartsenijkundig Toezicht niet kunnen doen samenwerken met den dienst van de veefokkerij, ten minste gedurende den vrijen tijd van de inspecteurs-veeartsen ?

ANTWOORD. — Talrijke doctors in de veeartsenijkunde en inspecteurs-veeartsen nemen reeds een werkdadig deel in het werk tot verbetering van het paarden- en runderras, namelijk in de hoedanigheid van leden der juries voor de onderzoekingen en de prijskampen. Wat betreft de eigenlijke leiding van de teelt, die stelselmatigen, bestendigen, ononderbroken arbeid vraagt, is de medehulp onmisbaar van agenten, die volledig gespecialiseerd zijn in de genetische vraagstukken, zooals de zootechnische consultants, die gedeeltelijk aangevoeren worden onder de landbouw-ingenieurs.

Moest het bewijs geleverd worden dat in sommige deelen van het land de inspecteurs-veeartsen te veel vrijen tijd hebben, zou het bestuur niet aarzelen eene hervorming van de omschrijvingen voor te stellen, en het getal van deze ambtenaren te verminderen naar gelang zij wegvallen.

ART. 23.

VRAAG. — a) Eenige leden betreuren de vermindering van de credieten voorzien bij artikel 23 van de door den Senaat geamendeerde begrooting.

b) Men vestigt de aandacht van den heer Minister op het belang der bonden voor het onderhoud van stieren.

ANTWOORD. — a) De vermindering van 200.000 frank, in artikel 23, is slechts mogelijk in afwachting dat de gesubsidieerde maatschappijen de ontwikkeling bereikt hebben die men bij hen kan verwachten en dat de toepassing der provinciale reglementen op de verbetering der soorten het maximum der voorziene uitgaven vereischt.

Deze beperking zal geenszins het bedrag der thans verleende tegemoetkomingen verminderen.

b) Het nut der bonden voor den aankoop en het onderhoud der stieren wordt niet uit het oog verloren door mijn Departement dat voortgaat toelagen te verleenen aan deze vereenigingen, ter gelegenheid van hunne aankopen van fokdieren; deze toelagen bedragen 20 t. h. tot een beloop van 1000 frank per dier.

Wat de onderhoudstoelagen betreft, zij werden vervangen door talrijke onderhoudspremiën verleend ter gelegenheid van prijskampen.

HOOFDSTUK IV.

ALGEMEENE BESPREKING.

VRAAG. — a) Zijn de credieten voldoende en in evenredigheid met die waarover de andere Departementen beschikken ?

b) Zou men eene vergelijking kunnen opmaken tusschen de toelagen verleend aan het landbouwonderwijs en die verleend aan het vakonderwijs ?

ANTWOORD. — a) Vanaf het schooljaar 1923-1924, heeft het Departement in de plaats van het stelsel der forfaitaire toelagen, een licht toepasselijk toelagenbarema gesteld, dat tot dezelfde uitslagen voert als het huidige barema voor het vakonderwijs. Daar dit laatste barema wijzigingen onderging, namelijk ten aanzien van de vergoeding per lesuur en de bestuursvergoeding, werd het barema van het Ministerie van Landbouw in denzelfden zin herzien.

De credieten echter, uitgetrokken op de begrooting van 1926, zijn niet toereikend om van dit jaar af, de geheele toepassing dezer wijzigingen toe te laten. Het bedrag van artikel 42 zou te dien einde moeten verhoogd worden met eene som van 400,000 frank ongeveer, voor het jongensonderricht en van 300,000 frank voor het meisjesonderricht.

Men zou daarenboven moeten kunnen beschikken over zekere credieten, bijv. 100,000 frank voor leergangen per briefwisseling, voor filmonderricht en voor de uitbreiding der landbouwbibliotheken.

b) De in de begroting voor 1926 voorziene credieten voor het vakonderwijs beloopt te samen 32,141,500 frank. Zij overtreffen met 3,589,500 fr. de credieten die daarvoor toegestaan werden in 1925.

De credieten, door den Senaat aangenomen, ten voordeele van het landbouwen veartsenijonderwijs, voor 1926, bedragen daarentegen slechts 7,263,448 fr., diegene inbegrepen welke aangewend worden voor de diensten der Staatslandbouwingenieurs, der landhuishoudkundige consultants en der tuinbouwconsultanten, alsook voor de proefnemingsvelden.

Nochtans zijn de credieten, voorzien voor het landbouwonderwijs toereikend, op 800,000 frank na, om in 1926 de toelagen uit te keeren die het Departement verleent aan de bestaande vrije scholen en aan die welke opgericht worden ten gevolge van de oproepen die tot de provinciën en de landbouwverenigingen gericht werden.

VRAAG. — *Worden de credieten voor het landbouwonderwijs met al de noodige omzichtigheid gebruikt, om daarmee tot goede uitkomsten te geraken?*

ANTWOORD. — Ja. Het Departement streeft er naar het landbouwonderwijs toegankelijk te maken voor de groote massa der landbouwers. Te dien einde werden, in den loop der laatste jaren, de na-schoolsche landbouwberoepsafdeelingen aanzienlijk vermenigvuldigd. Het onderwijzend personeel voor het herhalingsonderwijs kon worden opgeleid dank zij vooral de medewerking van de gediplomeerden der hogere landbouwinstituten. Men mag zeggen dat heden ten dage de landbouwscholen der drie graden zich harmonisch aanvullen.

Het departement poogt bovendien de uitslagen der scholen te verhoogen. Met dit doel heeft het aan die scholen een leidraad toegezonden over de verbetering van de onderwijsmethode en over de inrichting van het landbouwwerk. Ook werd het onderwijzend personeel verzocht in een of meer vakken van het landbouwonderwijs zich te specialiseeren door middel van documentatie en persoonlijke opzoekingen. De inspectiedienst houdt het oog op de uitvoering van dezen leidraad en houdt er rekening mede bij het vaststellen van het veranderlijk gedeelte der toelagen.

Verder dient men aan te merken, dat de Staatsagronomen verzocht werden studiekringen op te richten voor de lesgevers van het vakonderwijs op landbouwgebied, en deze laatsten werden op hunne beurt verzocht studiekringen op te richten voor hunne oud-leerlingen.

Uit de volgende cijfers blijkt welke uitbreiding het landbouwonderwijs voor jonge lieden en volwassenen genomen heeft.

	Getal scholen.		Getal leerlingen.	
	1914	1925	1914	1925
Vrije middelbare scholen	4	13	118	769
Vrije middelbare afdeelingen	22	22	1,093	1,538
Winterlandbouwscholen	5	67	115	1,675
Afdeelingen voor herhalingsonderwijs	18	505	456	10,000

Anderzijds, vermeedert hoe langs zoo meer het getal artikelen in de dag- en landbouwbladen tot verspreiding van het landbouwonderwijs. De dienst der Staatsagronomen heeft er in 1920-1921, 430 gepubliceerd; in 1924-1925 is dit cijfer tot 1,254 geklommen. De bedrijvigheid van dezen dienst blijkt verder uit de volgende inlichtingen:

	1920-1921	1924-1925
Voordrachten	813	1,052
Lessen	868	1,897
Proefvelden	327	977

VRAAG. — De wet heeft de zelfstandigheid verleend in zake begrooling aan de gestichten van Laken en Vilvoorde. Hebben deze maatregelen nitslagen opgeleverd? Dient dit regiem te worden uitgestrekt tot andere inrichtingen van denzelfden aard?

ANTWOORD. — Deze zelfstandigheid heeft goede vruchten afgeworpen.

De Landbouwscholen van Gembloers, Gent en de Middelbare school voor practisch landbouwonderwijs te Hoei bezitten insgelijks de zelfstandigheid.

Over geen andere gestichten, waar deze zelfstandigheid kan worden toegepast, heeft het Departement het beheer.

VRAAG. — Onze hooge landbouwscholen kosten duur. Zou er geen middel bestaan om, zelfs met strikte inachtneming van de verworven toestanden, beperking te stellen aan uitgaven die nog aanzienlijk zouden kunnen stijgen?

ANTWOORD. — De landbouwscholen kosten niet duurder dan de andere inrichtingen voor hooger onderwijs.

De vergelijking zou zelfs wellicht ten gunste uitvallen van de eerste.

De uitgaven worden zooveel mogelijk beperkt.

VRAAG. — Sommige leden zijn van gevoelen, dat het beter ware het benoemingsstelsel van docenten uit te breiden. Naar gelang de bijzondere leergangen open komen, zouden zij worden bekleed door docenten die specialisten zijn in de zakenwereld, in de Universiteiten of nog door uitstekende leden uit het korps der agronomen. De aldus gedane bezuinigingen konden dan worden besteed aan de uitbreiding van het landbouwonderwijs van den lageren graad.

ANTWOORD. — Het benoemingstelsel van docenten werpt goede vruchten af in het Landbouwinstituut van Gent, omdat de titelvoerders er in het algemeen beschikken over de laboratoria en de verzamelingen der Universiteit.

Elders zou echter, zonder groot bezwaar, dit stelsel niet kunnen worden uitgestrekt tot de hoofdzakelijke leergangen voor dewolke de regelmatige aanwezigheid van den leeraar vereischt wordt. De leergangen van ondergeschikt belang kunnen, naar mate de plaatsen open komen, aan gespecialiseerde docenten worden toevertrouwd.

VRAAG. — Sommige leden zijn voorstander van leergangen bij briefwisseling gepaard gaande met het mondeling onderwijs.

ANTWOORD. — Het privaat initiatief heeft inderdaad enkele leergangen bij briefwisseling opgericht, doch tot nog toe werd daartoe aan het Departement geene enkele toelage gevraagd.

Wat de Staatstusschenkomst op dat gebied betreft, moet men doen opmerken dat sedert lang de Staatsagronomen gelast zijn schriftelijk en kosteloos op de vragen der landbouwers te antwoorden.

Het Departement zoekt insgelijks naar de mogelijkheid om het onderwijs te geven door middel van de Draadlooze.

VRAAG. — Zou de dienst der proefvelden niet dienen verbeterd te worden?

ANTWOORD. — De proefvelden hebben groote diensten bewezen aan den landbouw: zij hebben er machtig veel toe bijgedragen om het gebruik der meststoffen en der uitgelezen plantensoorten onder het volk te brengen.

Ook de voedingsproeven hebben voor het vee dergelijke nitslagen opgeleverd met het oog op de goede opbrengst der huisdieren.

De resultaten der voornaamste proeven gedaan met behulp der Staatstoelagen worden bekendgemaakt door de landbouwbladen en bijzondere brochuren, in het Fransch en het Vlaamsch. Deze proeven zijn talrijk en worden met zeer beperkte credieten ingericht, terwijl, anderzijds, het uitwerken dezer proeven hoe langs zoo meer moeilijk wordt door het algemeen gebrek aan arbeiders.

In overleg met de bestuurders van de proefstations, werden maatregelen getroffen om de inrichting dezer vulgarisatieproeven steeds te verbeteren.

VRAAG. — *De landbouwwedstrijden zouden terug in het lager onderwijs moeten ingevoerd worden.*

ANTWOORD. — De landbouwwedstrijden onder de lagere scholen, die oertijds werden ingericht in overleg met de Departementen van Wetenschappen en Landbouw, hebben goede uitslagen opgeleverd. Na den oorlog werden de daartoe bestemde credieten ingetrokken door den Minister van Kunsten en Wetenschappen.

De Hooge Raad voor landbouwonderwijs heeft den wensch uitgedrukt, deze wedstrijden terug in te voeren en daaraan zelfs de meisjesscholen te laten deelnemen.

Mijn Departement heeft daartoe stappen gedaan bij het Departement van Kunsten en Wetenschappen dat daarover beslissen moet.

VRAAG. — *Er zijn leden die betreuren, dat er op de begrooting nog geen post is uitgetrokken om aanmoediging te verleen en aan schrijvers van wetenschappelijke werken op landbouwgebied.*

ANTWOORD. — Een deel van het crediet uitgetrokken op artikel 47 (25,000 fr.) wordt elk jaar besteed aan den aankoop van landbouw-publicatie's. Het Departement geeft dus zijn steun aan de wetenschappelijke publicatie's op landbouwgebied door inschrijvingen op die werken, inschrijvingen waarvan het bedrag verschilt volgens de waarde der aangeboden werken.

ART. 29.

VRAAG. — *Is het Departement voornemens toelagen te verleen en aan de landbouwschool van Ath? Zoo niet welke zijn de redenen om het niet te doen?*

ANTWOORD. — De provinciale landbouwschool van Ath wordt sedert tal van jaren door mijn Departement geldelijk gesteund, ten zelfden titel en in dezelfde mate als de overige vrije scholen.

ART. 49.

VRAAG. — *Door sommige leden wordt geklaagd dat de uitslagen van de werkzaamheden der Rijks-proefstations niet worden bekendgemaakt.*

ANTWOORD. — Als deze werken belangwekkende uitslagen opleveren voor de wetenschap of voor de landbouwpraktijk, zorgt het Departement voor hunne uitgave en de bekendmaking.

ART. 55.

VRAAG. — *Sommige leden betreuren dat de toelagen voor de ontginning worden verminderd.*

ANTWOORD. — In de begrooting voor 1925, had men naar dit artikel een bedrag van 200,000 frank overgebracht dat in artikel 11 opgenomen en tijdelijk beschikbaar was, zoodat het crediet op 600,000 frank gebracht was.

In de begrooting voor 1926, werd het tijdelijk crediet van 200,000 frank geschrapt; eene vermindering van 50,000 frank was toegestaan op zulke wijze dat het cijfer in dit artikel vermeld 350,000 frank beliep.

Bij de bespreking van de begrooting, heeft de Senaat, in overeenstemming met den Minister, het crediet met 100,000 frank verhoogd, hetgeen het bij artikel 55 vastgesteld crediet voor 1926, op 450,000 frank brengt.

ART. 55.

VRAAG. — *Sommige leden zijn van oordeel dat de atlas der waterlopen zou moeten herzien worden.*

ANTWOORD. — De herziening van den atlas der waterloopen, onder het regime der wet van 7 Mei 1877, is niet mogelijk (advies van den Mijraad, op 19 Februari, 4 Maart en 21 October 1904).

ART. 60.

VRAAG. — *Heeft de dienst er aan gedacht den verkoop der paarden in het buitenland te bevorderen? Zoo ja, welke uitslagen heeft men bekomen?*

ANTWOORD. — Zooals de tekst in de begrooting het aanwijst, geldt artikel 60 slechts den buitenlandschen handel in tuinbouwproducten.

Alhoewel het Departement niet over credieten beschikt die speciaal bestemd zijn om den uitvoer van paarden te begunstigen, bereikt het toch dien uitslag door toelagen te verleenen aan de vereenigingen voor paardenteelt die het initiatief nemen onze paarden in het buitenland bekend te maken door deel te nemen aan tentoonstellingen en prijskampen. Het Departement heeft bijvoorbeeld onlangs eene toelage van 50,000 frank verleend om de deelneming toe te laten van onze zware trekpaarden, aan den internationalen prijskamp die te Milaan plaats grijpt in April aanstaande.

Anderzijds heeft het Departement zich beziggehouden met het begunstigen van den verkoop van onze zware trekpaarden in het buitenland door pogingen aan te wenden om de gunstigst mogelijke voorwaarden te bekomen in de tol-overeenkomsten, gesloten met de landen die, te dien opzichte voor ons bijzonder belangwekkend zijn. Zoo komt het dat, dank zij zijne inspanningen, onder de naar Frankrijk uitgevoerde paarden, een contingent van 4000 stuks voorkomt die een zeer verminderd gunsttarief bekwamen.

ART. 72.

VRAAG. — *Hoever hebben de veilingen van Domaniaal hout te Eupen-Malmédý, sedert den wapenstilstand, opgebracht?*

ANTWOORD. — Het gekapt hout, van het dienstjaar 1926, verkocht in den herfst 1925, heeft fr. 2,666,375.35 opgeleverd. Andere verkoopen die op hetzelfde dienstjaar betrekking hebben zullen binnenkort plaats grijpen.

Gedurende de jaren 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 en 1925 (gedeeltelijk hing het beheer van het beboscht domein van de geannexeerde kantons uitsluitend af van den Koninklijken Hoogen Commissaris, en het Belgisch Bestuur bezit niet de noodige documenten om op de vraag te antwoorden.

Evenwel, voor het jaar 1924 schat een statistisch werk op ongeveer 300 frank per hectaar de zuivere opbrengst van de domeinbosschen dezer streek.

Inlichtingen worden onmiddellijk gevraagd bij den dienst der bosschen van Malmédý.

De opbrengst van deze bosschen zal met het jaar merkelyk aangroeien, want er bestaan vele jonge aanplantingen die steeds meer hakhout opleveren.

Er is zeer veel vraag naar deze producten bij de Belgische nijverheid.

VRAAG. — *Welk is te Eupen-Malmédý het getal ambtenaren en bedienden van het Bestuur?*

Hoeveel ambtenaren en bedienden behoorden tot het Duitsche Bestuur?

ANTWOORD. — Zes bedienden (algemeene wachters, onder- inspecteurs en inspecteurs), waarvan een tot het Duitsch Bestuur behoort.

43 klerken en aangestelden (brigadiers en wachters), waarvan er 21 hebben behoord tot het Duitsch Bestuur.

ART. 78.

VRAAG. — *Men zou onmiddellijk de zieke boomen langs de wegen moeten vellen alvorens het hout waardeloos wordt.*

ANTWOORD. — De vraag betreft het Bestuur van Bruggen en Wegen (Departement van Openbare Werken).

ART. 79, 80 en 81.

VRAAG. — Het is jammer dat men sommige gronden, gebruikt voor de jacht, onbebouwd laat.

ANTWOORD. — Eenige vereenigingen, die het jachtrecht van belangrijke boschgedeelten pachten, verhuren aan particulieren, soms aan gemeenten, gronden van over het algemeen zeer geringe landbouwwaarde, om als weide voor het wild te dienen en om zoo veel mogelijk de beschadiging van de nabijliggende landbouwgronden en de in groei staande bosschen te vermijden.

De Regeering kan daartegen niet optreden; zij weet overigens dat het niet zoo uitgebreid is om te kunnen spreken van misbruiken in den zin van eene belangrijke inkrimping van de uitgestrektheid der gronden die economisch bebouwbaar zijn.

VRAAG. — Noodzakelijkheid de storten en sommige verlaten industriegronden te bebosschen.

ANTWOORD. — Aan het bebosschen van de storten en van de verlaten industriegronden heeft het Boschbeheer sedert lang reeds gedacht, en proefvelden werden aangelegd om tot practische uitslagen te geraken.

Vóór den oorlog, en zelfs nog na den wapenstilstand, werden tegemoetkomingen in geld of in natuur (plantsoen) verleend aan de eigenaars; maar ten gevolge van eene strenge inkrimping der credieten, werden deze tegemoetkomingen in de laatste jaren niet meer verleend, en de tusschenkomst van het Bestuur moet zich tegenwoordig beperken tot raadgevingen, tot het opmaken van bestekken en tot het kosteloos verstrekken van plantsoen door de domaniale kweekerijen, in sommige uitzonderlijke gevallen, en wanneer er plantsoen beschikbaar is.

Het is jammer dat die maatregelen tot aanmoediging niet in hun geheel konden blijven bestaan want er blijven nog vele storten te bebosschen over.

HOOFDSTUK VII.

De credieten voor het onderhoud der buurtwegen van groot verkeer en voor het onderhoud der landwegen laten geene uitbreiding van de tusschenkomst van het Departement toe. Zij zijn zelfs onvoldoende om het bedrag der tusschenkomst te behouden zooals het vóór den oorlog vastgesteld was.

De nieuwe groepeerings van de buurtwegen van groot verkeer is slechts gedaan om tot de voorwaarden terug te komen die vastgesteld zijn voor de verlening der toelagen; de weg moet namelijk vooreerst verbeterd worden en dienstig zijn tot intercommunaal verkeer.

Sommige wegen werden verkeerd ingeschreven, andere verliezen hun belang; ook het omgekeerde gebeurt. Reeds werd bij ministerieel schrijven d. d. 1906 de jaarlijksche herziening der lijsten voorgeschreven. Er kan geen sprake van zijn, deze lijsten onveranderlijk te maken, zonder de bewoordingen der begrooting en de bestemming der credieten te veranderen.

3° Sedert den oorlog, heeft men herhaaldelijk erop gewezen, dat *de wegwijzers en andere signalisatie-middelen* niet behoorlijk onderhouden werden. De aandacht der gemeentebesturen kan op dat punt gevestigd worden bij gelegenheid van de aanvragen om toelagen voor de verbetering der Wegen. (Omzendbrief van 25 October 1921).

Op grond van de wet, hoort het niet aan de Regeering de vereischte maatregelen voor de signalisatie der wegen aan de gemeenten voor te schrijven. Zij mag er natuurlijk eene vereischte van maken voor het verlenen der toelagen; doch dit middel is niet zoo afdoende als dit wel op het eerste gezicht schijnt te zijn.

4° Het Departement houdt een waakzaam oog op de wateringten die onder zijne bevoegdheid liggen en begunstigt de oprichting van nieuwe soortgelijke vereenigingen.